



Section de l'Eure

**Déclaration liminaire au CDAS
du 3 mars 2016**

Monsieur le Président,

Solidaires Finances s'indigne de la baisse de 30 M€ du budget de l'Action Sociale. Ce budget d'austérité est une marque de mépris sans précédent pour les agents !

Solidaires Finances dénonce le projet de loi de Finances pour 2016 qui ne prévoit aucune subvention pour l'association ALPAF (Association pour le Logement du Personnel des Administrations Financières) ! Pour l'ALPAF, c'est 26 Millions d'euros en moins ! Du jamais vu à l'action sociale ! En conséquence, pour réserver des logements, pour payer les aides à la première installation, pour octroyer des prêts aux agents, ALPAF n'aura d'autre choix que de puiser dans sa trésorerie alors que celle-ci devait lui permettre d'améliorer ses prestations.

Le message est donc très clair : Bercy se moque bel et bien de la situation de ses agents, notamment ceux en difficulté.

Solidaire Finances s'inquiète pour l'avenir de l'EPAF (Education Plein Air Finances), sa subvention a diminué drastiquement depuis 2007. Entre 2010 et 2016 celle-ci a chuté de près de 4,5 millions d'euros. Elle doit, également, depuis l'année 2015, supporter de nouvelles charges comme le loyer du siège de l'association qui s'élève à plus d'1 million d'euros (jusqu'en 2014, elle était logée gratuitement dans les locaux de la Sous-Direction).

Partir en vacances devrait être un droit, et non un privilège !

Solidaires Finances déplore que l'argent reversé par les agents via les tickets restaurants aille au budget général de l'Etat et non au budget de l'action sociale (soit une perte de 17,5 M€).

Par ailleurs, **Solidaires Finances** s'inquiète de l'avenir des cantines administratives et vous demande si la circulaire sur la restauration vous a été transmise. Dans l'affirmative, pourriez-vous nous la communiquer ?

Nous profitons de cette liminaire pour remercier les personnes impliquées dans le bon fonctionnement de ces cantines.

Enfin dans ce climat austère, **Solidaires Finances** s'interroge sur la pérennité de l'Action Sociale, de son budget et de ses emplois. Si les risques d'une action sociale régionalisée s'amplifie, Solidaires Finances réaffirme qu'elle doit être maintenue au niveau départemental, avec une équipe suffisamment étoffée pour son bon fonctionnement.

**Monsieur le président, l'Action sociale est un droit pour tous les agents :
si l'action sociale a un coût, elle n'a pas de prix !**

Les représentants de Solidaires Finances.